

CONVENTION N°
ENTRE

LA REGION ILE-DE-FRANCE

ET

LA SOCIETE DE PRODUCTION

LA REGION ILE-DE-FRANCE, représentée par sa présidente, Valérie Pécresse, *en vertu de la délibération n°CR 88-15 du 18 décembre 2015*,

ci-après dénommée **“LA REGION”**, d’une part,

et

LA SOCIETE DE PRODUCTION :

au capital de EUR

dont le siège social est

dont le code NAF/APE est

et le N° SIRET est

représentée par son dirigeant :

en qualité de :

ci-après dénommée **“LE PRODUCTEUR”**, d’autre part,

sont convenues de ce qui suit :

PREAMBULE

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d’obtenir son soutien financier au titre du dispositif régional **d’AIDE APRES REALISATION** adopté par délibération du Conseil régional **n°CR 46-15 du 10 juillet 2015**.

L’attribution de l’aide après réalisation de la Région Ile-de-France est soumise aux dispositions du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d’aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, notamment celles prévues par le Chapitre 1^{er} et l’article 54 de la Section 11 relatif aux régimes d’aides en faveur des œuvres audiovisuelles.

L’attribution par la Région d’une aide financière et son versement se font dans le respect des dispositions des délibérations susvisées, de la **délibération n°CR 08-16 du 18 février 2016** relative à « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », des conditions de la présente convention et des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional **n°CR 33-10 du 17 juin 2010**, sauf dispositions contraires et dérogatoires de la présente convention.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La Région Ile-de-France attribue au Producteur une aide financière d'un montant de € pour la réalisation des travaux restant à effectuer (incluant l'obtention d'un support d'exploitation professionnel pour la salle de cinéma) sur l'œuvre dont les caractéristiques sont indiquées ci-après :

Caractéristiques de l'oeuvre :

Titre :

N° RPCA :

Genre (*documentaire, fiction, expérimental...*) :

Auteur :

Réalisateur :

Interprètes principaux :

Durée du film :

Support de tournage :

Support final d'exploitation :

Etat d'avancement du projet :

Durée du tournage :

Lieux de tournage :

Qui sera ci-après appelé "L'ŒUVRE"

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS GENERALES ET ENGAGEMENTS DU PRODUCTEUR

- Le Producteur déclare être titulaire de l'ensemble des droits nécessaires à l'exploitation du film.
- Le Producteur s'engage à ce que 10% du budget de production (hors frais des frais généraux, imprévus et frais financiers) soient réalisés en Ile-de-France.
- Le Producteur s'engage à ce que 100% du montant de l'aide attribuée soient dépensés en Ile-de-France (hors frais des frais généraux, imprévus et frais financiers).
- Le Producteur s'engage à fournir à la Région une copie des contrats signés avec d'éventuels coproducteurs, les auteurs, adaptateurs, compositeurs, dialoguistes ou leurs ayants droits et ce dans un délai d'un mois après la notification de la subvention.
- Le Producteur s'engage à ce que l'ensemble des contrats signés, relatifs à l'œuvre objet de la présente convention, soient déposés au Registre Public de la Cinématographie et de l'Audiovisuel. A la demande de la Région, le Producteur disposera d'un délai de 15 jours pour fournir l'attestation de ce dépôt.
- Le Producteur s'engage à prévenir par écrit (mail ou courrier), la Région, de tout événement d'importance susceptible d'altérer l'économie de l'entreprise et le principe de l'intervention régionale, tel que défini dans la présente convention.

- Le Producteur s'engage à recruter **XX** stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois. Il saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales (PAR) selon les modalités communiquées par la Région.

- Le Producteur s'engage à informer des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats...) dans leur déroulement.

- Le bénéficiaire s'engage à respecter la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Le non-respect de ces dispositions pourra entraîner l'annulation de l'aide financière et le remboursement des sommes éventuellement déjà versées.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS PARTICULIERES

La Région Ile-de-France doit apparaître en tant que partenaire culturel et financier de l'œuvre.

Le Producteur s'engage en conséquence à respecter l'intégralité des obligations décrites dans le présent article.

Le non-respect de ces dispositions pourra entraîner l'annulation de l'aide financière et le remboursement des sommes éventuellement déjà versées.

Article 3-1 : Obligations relatives aux génériques

Le Producteur soumettra obligatoirement à l'accord préalable écrit de la Région la rédaction et la maquette des génériques de début et de fin.

Le Producteur s'engage à mentionner au générique de début de l'œuvre : "avec le soutien de la Région Ile-de-France".

Le Producteur s'engage à mentionner au générique de fin : "**avec le soutien de la Région Ile-de-France, en partenariat avec le CNC**". Dans l'hypothèse où l'œuvre n'a pas été agréée par le CNC, la mention sera la suivante : "avec le soutien de la Région Ile-de-France"

Le Producteur s'engage à faire figurer au générique de fin le logo de la Région dès lors que d'autres logos y figurent. Dans ce cas, le logo de la Région devra apparaître dans des conditions identiques (notamment de taille) à celles des autres partenaires, dans le respect de sa charte graphique.

Article 3-2 : Obligations relatives à la diffusion de l'œuvre

Le Producteur s'engage à :

- faire figurer la mention "avec le soutien de la Région Ile-de-France" sur tous les documents promotionnels ou d'information, affiches, dossiers et articles de presse, invitations, produits dérivés de l'œuvre, etc... Le Producteur soumettra à l'accord préalable écrit de la Région les maquettes de l'affiche et de l'ensemble du matériel promotionnel,

- faire figurer le logo de la Région sur tous les documents promotionnels ou d'information, affiches, dossiers et articles de presse, invitations, produits dérivés de l'œuvre, etc... dès lors que d'autres logos y figurent. Dans ce cas, le logo de la Région devra apparaître dans des conditions identiques (notamment de taille et de couleur) à celles des autres logos,
- inviter les représentants de la Région à l'avant-première officielle de l'œuvre organisée par le Producteur et/ou le distributeur avant la sortie en salle. La liste des invités de la Région Ile-de-France sera transmise par la Région au Producteur. Les invitations devront être transmises à la Région au moins 8 jours avant l'évènement.
- mettre à disposition, à la demande de la Région une copie du film destinée à une ou éventuellement deux projections organisées par la Région, en présence, quand cela est possible, du Producteur, du réalisateur et des comédiens principaux.
- adresser régulièrement à la Région, l'état de diffusion de l'œuvre ainsi que les sélections, les prix et récompenses décernés.

Article 3-3 : Matériels à remettre à la Région

En cas d'édition des matériels suivants, le Producteur s'engage à remettre à la Région dans un délai d'un mois :

- 1 grande affiche. Le Producteur garantit la libre utilisation, tant pour la promotion de l'œuvre que pour celle de la Région, du visuel de l'affiche,
- 2 affichettes,
- 1 dossiers de presse
- 10 cartons d'invitation de deux personnes valables dans les salles où l'œuvre est exploitée.

ARTICLE 4 : LE PAIEMENT

4-1 Caducité

Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.

Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai d'un an mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versée est caduc.

4-2 Modalités de paiement

Le montant de l'aide accordé par la Région est versé en une seule fois, sauf si le Producteur souhaite bénéficier d'une avance (article 4-3) ou d'un acompte (article 4-4), sous réserve du respect par celui-ci des stipulations de la présente convention.

Le comptable assignataire de la dépense est le Receveur général des Finances de Paris – Trésorier général de la Région Ile-de-France.

4-3 Constitution du dossier de paiement

Au titre du dispositif d'aide après réalisation, la Région s'engage à verser au Producteur une aide financière d'un montant de € après présentation par le Producteur d'un dossier comprenant l'ensemble des pièces listées ci-après :

- le formulaire de demande de versement (DVS), dûment complété, signé et cacheté
- le formulaire d'état récapitulatif des dépenses effectuées en Ile-de-France pour les travaux de finalisation de l'œuvre visée à l'article 1. Ce document récapitulatif doit être signé et obligatoirement accompagné des justificatifs correspondants : bulletins de salaires et factures certifiées acquittées par les prestataires.
- un Relevé d'Identité Bancaire
- les statuts de la société
- les attestations de régularité de l'entreprise vis-à-vis des obligations fiscales et sociales : Trésor public et Direction générale des impôts (services fiscaux), URSSAF et ASSEDIC, ou autres régimes d'affiliation (MSA, etc.)
- une copie du coût définitif du film certifié par un expert-comptable, ou le commissaire aux comptes si l'organisme en est doté. En court-métrage, le représentant légal de la société dispose de la possibilité de certifier ce coût.
- Une copie du plan de financement définitif du film, certifié par le représentant légal de la société.
- 1 ou des justificatifs de recrutement des stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2 de la présente convention (convention de stage signée...).
- 5 exemplaires DVD de l'œuvre dans sa version finale.

Le Producteur doit fournir ces pièces justificatives nécessaires au versement complet de l'aide financière **au plus tard un an après la délibération d'attribution de la subvention par la Commission permanente.**

Si une avance ou un acompte a été versée, le producteur bénéficie alors de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention pour demander le versement complet de l'aide.

Le dossier complet de demande de versement doit être envoyé en version numérique à CelluleNumerisationDirectiondeLaComptabilite@iledefrance.fr ou en version papier à la Direction de la Comptabilité – Région Ile-de-France – 2 rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen.

La Région se réserve le droit de demander au Producteur tout document permettant d'attester la réalisation des actions et l'emploi des fonds.

4-4 Demande de versement d'une avance ou d'un acompte

4-4-1 Avance

Le producteur peut bénéficier **d'une avance à valoir sur les paiements, dans la limite de 50 % du montant de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.**

La demande d'avance formulée par le Producteur comprend les pièces suivantes :

- un formulaire de demande de versement (DVS), dûment complété, signé et cacheté
- un Relevé d'Identité Bancaire
- un plan de trésorerie signé par le représentant légal de la société

La région se réserve la possibilité de demander tout élément justifiant l'insuffisance de trésorerie et de procéder éventuellement sur pièce et sur place à tout contrôle des éléments fournis.

4-4-2 Acompte

Si le Producteur n'a pas bénéficié d'une avance, il peut demander le **versement d'un acompte à valoir sur les dépenses réalisées, dans la limite de 50 % du montant de la subvention.** Le producteur doit demander cet acompte à la Région accompagné des pièces listées ci-après :

- un formulaire de demande de versement (DVS), dûment complété, signé et cacheté
- le formulaire d'état récapitulatif des dépenses effectuées en Ile-de-France pour les travaux de finalisation de l'œuvre visée à l'article 1. Ce document récapitulatif doit être signé et obligatoirement accompagné des justificatifs correspondants : bulletins de salaires et factures certifiées acquittées par les prestataires.
- un Relevé d'Identité Bancaire

ARTICLE 5 : ECHEANCIER DE REALISATION

Le Producteur s'engage à achever les travaux de finalisation de l'œuvre, objet de la présente convention, dans un délai compatible avec le délai d'un an, prévu à l'article 4-1, étant précisé que ce délai sera prolongé de trois ans maximum à compter de la date de la délibération d'attribution de la subvention en cas de versement d'une avance ou d'un acompte.

A défaut, et sauf dérogation éventuellement accordée sur présentation d'éléments justificatifs, l'aide éventuellement versée à la société de production dans le cadre de l'avance devra être restituée à la Région.

ARTICLE 6 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet le jour de l'attribution de la subvention par l'assemblée régionale. Elle expire à l'extinction de l'ensemble des obligations des parties.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fait l'objet d'un avenant préalablement soumis à l'approbation de la Commission permanente du Conseil régional.

ARTICLE 8 : REVERSEMENT – CONTROLE - RESILIATION

Le non-respect d'une ou de plusieurs obligations du Producteur au titre de la présente convention entraîne automatiquement l'annulation de l'aide et la suspension définitive des sommes en cours de mandatement et le remboursement des sommes déjà versées.

La Région se réserve notamment le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Le remboursement de l'aide, partiellement ou totalement versée, deviendra immédiatement et de plein droit exigible dans le cas où les justifications et documents fournis à l'appui de la demande d'aide auraient été reconnus faux en tout ou partie.

La Région peut procéder par toute personne habilitée au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement, total ou partiel, de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

Fait en deux exemplaires originaux à Paris, le.....

| | |
|--|---|
| <p>Pour la Région Ile-de-France,</p> <p>La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France</p> <p>Valérie PECRESSE</p> | <p>Pour la société,</p> <p>Nom et qualité du signataire :</p> |
|--|---|